



Liste des sujets de thèse de doctorat proposés par le Laboratoire MASAFEQ (2023 -2024)

Sujet 22 : Passage vers un régime de change plus flexible

Pr. Driss EFFINA

À partir de 2018, le Maroc a pris la décision d'adopter un nouveau régime de change dans lequel la parité du dirham est déterminée à l'intérieur d'une bande de fluctuation de $\pm 2,5\%$, par rapport à un cours central fixé par Bank Al-Maghrib. Ce cours central est établi sur la base d'un panier de devises composé de l'euro (EUR) et du dollar américain (USD), avec des pondérations respectives de 60% et 40%, remplaçant ainsi l'ancienne fluctuation de $\pm 0,3\%$.

Sous ce nouveau régime, Bank Al-Maghrib maintiendra son intervention sur le marché des changes pour garantir la liquidité. Cette réforme intervient dans un contexte favorable caractérisé par la solidité du secteur financier, la consolidation des fondamentaux macroéconomiques, tels qu'un niveau adéquat de réserves de change et une inflation maîtrisée, ainsi que la poursuite des réformes structurelles et sectorielles.

L'objectif principal de cette réforme du régime de change est de renforcer la résilience de l'économie nationale face aux chocs exogènes, de soutenir sa compétitivité et d'améliorer son taux de croissance. Elle vise à accompagner les évolutions structurelles récentes de l'économie marocaine, notamment en termes de diversification, d'ouverture et d'intégration dans l'économie mondiale.

Cette transformation, qui reflète les avancées réalisées au niveau macroéconomique et dans les réformes structurelles et sectorielles, ainsi que le

processus continu d'ouverture de l'économie marocaine, constitue une étape significative vers l'émergence économique du pays.

Aujourd'hui, le Maroc se trouve face à la question cruciale de savoir s'il est opportun de migrer vers un régime de change encore plus flexible, en évaluant soigneusement les avantages et les risques pour le pays, compte tenu de la fragilité persistante de la situation économique. Cette recherche vise également à évaluer les avantages et les inconvénients de la situation actuelle et leur impact sur l'efficacité économique du pays.

Sujet 23 : Politique monétaire

Pr. Driss EFFINA

Le déclenchement de la crise financière mondiale à l'été 2007 et ses répercussions sur l'économie réelle ont poussé les grandes banques centrales à instaurer une politique monétaire robuste au Maroc. Inspirées par les actions de la Réserve fédérale des États-Unis, rapidement suivies par la Banque d'Angleterre, les autorités monétaires marocaines ont également lancé une phase de réduction des taux d'intérêt directeurs.

La faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 a ensuite stimulé une action coordonnée et significative de réduction des taux, impliquant cette fois la Banque centrale européenne aux côtés des banques centrales américaine et anglaise.

Cependant, ces mesures n'ont pas suffi à dissiper la méfiance entre les banques. La soudaine dépréciation des actifs financiers complexes, liée à la crise des « subprimes », a été accompagnée de difficultés à évaluer les risques encourus par les établissements de crédit au Maroc, principaux détenteurs de ces actifs, en raison de leur dispersion.

Après la faillite de Lehman Brothers, l'assurance que les pouvoirs publics interviendraient systématiquement pour secourir ou garantir les engagements des grandes banques ne pouvait plus être tenue pour acquise. En réponse, les banques centrales ont choisi d'intervenir directement sur le marché interbancaire au Maroc, en injectant massivement des liquidités.

Initialement, ces politiques monétaires se sont avérées inefficaces pour restaurer la confiance sur les marchés. Les taux de prêts interbancaires sont restés élevés, tandis que la baisse des taux des obligations publiques indiquait une fuite de l'épargne vers des actifs considérés comme moins risqués. La rapide

détérioration des bilans des banques risquait de conduire à des restrictions des conditions de crédit, voire à des crises de solvabilité en chaîne.

Face au refus des banques de prêter aux ménages et aux entreprises, le recours à des instruments de politique monétaire dits « non conventionnels » s'est avéré nécessaire au Maroc, de même que le soutien d'une politique budgétaire robuste. Les récents remous économiques soulignent l'importance et la complexité de la politique monétaire, tout en mettant en lumière ses limites.

Cette recherche doctorale vise à examiner l'origine et les évolutions de la politique monétaire au Maroc en termes d'objectifs et d'instruments, dans le but de comprendre son fonctionnement actuel. Elle cherche également à évaluer la portée des décisions récentes, tout en éclairant la réflexion dans un contexte où la remise en question de la gouvernance économique et financière mondiale est devenue récurrente, en envisageant les évolutions possibles du rôle et des modalités de cette politique.